

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG73/1

15 juin 1999

(99-2398)

---

Comité des accords commerciaux régionaux

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Les textes de l'Accord et du Protocole relatifs aux exceptions au régime de libre-échange conclus entre la République kirghize et la Fédération de Russie sont reproduits ci-après.

---

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

*Le Conseil des ministres de la République kirghize et le gouvernement de la Fédération de Russie*, ci-après dénommés les parties contractantes,

*Guidés par* les dispositions de l'Accord sur l'amitié, la collaboration et l'aide mutuelle entre la Fédération de Russie et la République kirghize, signé le 10 juin 1992,

*Tenant compte* de l'Accord multilatéral sur la collaboration dans le domaine de l'activité économique extérieure en date du 15 mai 1992,

*Tenant compte* de l'Accord multilatéral sur la coordination des travaux relatifs aux questions du contrôle des exportations de matières premières, de matériaux, d'équipements, de technologies et de services pouvant servir à la fabrication d'armes de destruction massive et de missiles servant à leur lancement, en date du 26 juin 1992,

*Aspirant* au développement de la coopération commerciale économique entre la République kirghize et la Fédération de Russie sur la base de l'égalité et des avantages réciproques,

*Procédant* du droit souverain de chaque partie contractante de mener une politique économique étrangère indépendante et d'assurer l'exécution de ses obligations internationales et de réaliser ses intentions proclamées,

*Ayant l'intention* de faciliter la création d'un marché unique des marchandises, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre,

*Soucieux* de favoriser la réalisation des conditions nécessaires pour instituer une union douanière,

*Conviennent* de ce qui suit:

### **Article premier**

1. Les parties contractantes n'appliquent ni droits de douane, ni taxes ou prélèvements ayant un effet équivalent, ni restrictions quantitatives à l'exportation et/ou à l'importation de marchandises en provenance du territoire douanier de l'une des parties contractantes et destiné au territoire douanier de l'autre partie contractante. Le régime des échanges entre les deux pays, fondé sur la nomenclature des marchandises convenue, est déterminé par un Protocole annuel qui fait partie intégrante du présent accord.

2. Aux fins du présent accord et tant qu'il restera en vigueur, on entend par marchandises originaires du territoire des parties contractantes:

- a) les marchandises entièrement produites sur le territoire des parties contractantes;
- b) les marchandises ouvrées sur le territoire d'une partie contractante à partir de matières premières, de matériaux et de pièces provenant de pays tiers de telle façon que leur classement dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises soit modifié au niveau des positions à quatre chiffres;
- c) les marchandises fabriquées à partir des matières premières, des matériaux et des pièces mentionnés à l'alinéa b), à condition que leur coût total ne dépasse pas une certaine proportion du prix à l'exportation des marchandises mises sur le marché.

Le détail des règles d'origine des marchandises sera coordonné par les parties contractantes dans un document distinct qui fera partie intégrante du présent accord.

### **Article 2**

Chaque partie contractante s'engage à ne pas:

- frapper directement ou indirectement les marchandises de l'autre partie contractante relevant du présent accord, de taxes ou de prélèvements internes dépassant les taxes ou prélèvements frappant des marchandises similaires de production nationale ou en provenance de pays tiers;
- introduire, s'agissant de l'importation ou de l'exportation de marchandises relevant du présent accord, des restrictions ou prescriptions spéciales qui, dans une situation analogue, ne s'appliqueraient pas aux marchandises similaires de production nationale ou aux marchandises en provenance de pays tiers;
- en ce qui concerne l'entreposage, le transbordement, le stockage et le transport de marchandises en provenance du territoire de l'autre partie contractante et en ce qui concerne les paiements et le transfert de fonds, appliquer des règles autres que celles qui s'appliquent de manière analogue à ses propres marchandises ou à des marchandises en provenance de pays tiers.

### **Article 3**

1. Dans le cadre du présent accord, les parties contractantes s'abstiennent d'introduire des restrictions quantitatives ou des mesures constituant de telles restrictions pour tout ce qui touche à l'exportation et/ou l'importation de marchandises.

2. Les restrictions quantitatives dont il est question au paragraphe 1 du présent article peuvent être établies unilatéralement, mais uniquement dans des limites raisonnables et pour une durée strictement déterminée, dans les cas suivants:

- pénurie grave du produit sur le marché interne, jusqu'à ce que la situation soit stabilisée;
- important déficit de la balance des paiements, jusqu'à ce que la balance des paiements soit stabilisée;
- aux fins de l'application des mesures énoncées à l'article 4 du présent accord.

3. Les restrictions quantitatives dont il est question au paragraphe 1 du présent article peuvent être établies également par accord mutuel des parties et figurent dans les protocoles annuels mentionnés au paragraphe 1 de l'article premier du présent accord.

4. Une partie contractante qui applique des restrictions quantitatives conformément au paragraphe 2 du présent article fournit, à la demande de l'autre partie contractante, des renseignements complets sur les motifs de cette mesure, ainsi que les modalités et la durée prévue desdites restrictions.

5. Les parties contractantes s'efforcent de régler toutes les questions liées à l'application de restrictions quantitatives conformément au paragraphe 2 du présent article par voie de consultation.

#### **Article 4**

Les parties contractantes n'autorisent pas la réexportation de marchandises à l'égard desquelles l'autre partie contractante dont proviennent ces marchandises applique des mesures de réglementation tarifaire ou non tarifaire.

La réexportation de telles marchandises vers des pays tiers est possible uniquement avec le consentement écrit et selon des modalités et conditions à déterminer par l'organe compétent du pays d'origine desdites marchandises. En cas de non-respect de cette disposition, une partie contractante dont les intérêts nationaux ont été lésés a le droit d'introduire unilatéralement des mesures de réglementation des exportations de marchandises vers le territoire de l'État qui a procédé à une réexportation non autorisée. En outre, les devises provenant d'une telle réexportation sont remises au pays d'origine desdites marchandises.

On entend par réexportation l'exportation d'un produit originaire de l'une des parties contractantes, au sens du paragraphe 2 de l'article premier du présent accord, par l'autre partie contractante, à destination d'un pays tiers.

#### **Article 5**

Les parties contractantes échangent à intervalles réguliers des informations portant sur les questions douanières, y compris les statistiques douanières. Les organes compétents des parties contractantes mettent au point les modalités d'échange de ces informations et concluent un accord à cet effet.

#### **Article 6**

1. Les parties contractantes prennent des mesures pour harmoniser les droits de douane appliqués aux pays tiers. À cette fin, elles sont convenues de tenir des consultations régulières.

2. Les parties contractantes s'informent l'une l'autre de toute dérogation unilatérale aux droits de douane en vigueur.

### **Article 7**

Les parties contractantes reconnaissent l'incompatibilité des pratiques commerciales déloyales avec les objectifs du présent accord, notamment les suivantes:

- les ententes entre entreprises ou groupements d'entreprises visant à empêcher ou à restreindre la concurrence, ou constituant une entrave à la concurrence sur le territoire des parties contractantes;
- toute mesure grâce à laquelle une ou plusieurs entreprises exploiteraient leur position dominante pour limiter la concurrence sur l'ensemble ou sur une grande partie du territoire des parties contractantes.

### **Article 8**

Lorsque les parties contractantes prennent des mesures d'ordre tarifaire et non tarifaire dans le cadre de leurs relations économiques bilatérales, aux fins d'échanger des renseignements statistiques et d'appliquer les procédures douanières, elles emploient une nomenclature unique à neuf chiffres, basée sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et la Nomenclature statistique de l'Union européenne. Pour leurs propres besoins, elles établissent le cas échéant une nomenclature plus détaillée (au-delà de neuf chiffres).

La Partie russe établit un exemplaire de référence de la nomenclature des marchandises par l'intermédiaire des bureaux de ses représentants dans les organisations internationales compétentes jusqu'à ce que la Partie kirghize fasse savoir qu'elle établit de manière indépendante un exemplaire de référence.

### **Article 9**

Les parties contractantes ne versent aucune aide publique sous forme de subventions aux entreprises ou sous toute autre forme si cette aide publique fausse les conditions économiques normales sur le territoire de l'autre partie contractante.

### **Article 10**

Les parties contractantes sont convenues que le respect du principe de la liberté de transit constitue la principale condition à satisfaire pour atteindre les objectifs du présent accord et constitue un élément essentiel de la division internationale du travail et de la coopération internationale.

Chaque partie contractante garantit la liberté de transit, sur son territoire, de marchandises en provenance du territoire douanier de l'autre partie contractante et/ou de pays tiers et destiné au territoire douanier de l'autre partie contractante ou de tout autre pays tiers. Chaque partie contractante met à la disposition des exportateurs, des importateurs ou des transporteurs tous les moyens et services disponibles et nécessaires pour assurer le transit à des conditions non inférieures à celles régissant la mise à disposition de moyens et de services à leurs propres exportateurs, importateurs ou transporteurs ou à ceux de tout État tiers.

Tout prélèvement perçu sur le transit, quelle que soit la forme du transport, y compris les frais de chargement et de déchargement, doit être justifié sur le plan économique et ne pas dépasser les

montants habituels, y compris un bénéfice raisonnable. Les parties contractantes n'obligent pas à régler en devises d'un quelconque pays tiers les services d'entreposage, de transbordement, de stockage et de transport de marchandises.

### **Article 11**

Rien dans le présent accord ne peut empêcher une partie contractante de prendre des mesures jugées nécessaires pour protéger ses intérêts vitaux ou qui sont de toute évidence nécessaires pour l'exécution d'accords internationaux dont elle est signataire, si lesdites mesures portent sur:

- des informations ayant des incidences sur les intérêts de la défense nationale;
- le commerce d'armes, de munitions et de matériel militaire;
- une enquête ou une production ayant trait aux besoins de la défense;
- la livraison de matières ou de matériels utilisés dans l'industrie nucléaire;
- la défense de la moralité publique et de l'ordre public;
- la protection de la propriété industrielle ou intellectuelle;
- l'or, l'argent, les métaux ou pierres précieuses;
- la protection de la santé des personnes, des animaux et des végétaux.

### **Article 12**

Afin de mener à bien la politique convenue à l'égard des pays tiers et conformément à l'Accord sur la coordination des travaux portant sur les questions de contrôle des exportations de matières premières, de matériaux, d'équipements, de technologies et de services susceptibles de servir à la fabrication d'armes de destruction massive et de missiles, en date du 26 juin 1992, les parties contractantes établissent un Conseil intergouvernemental de coordination pour le contrôle des exportations composé des responsables des organes publics nationaux compétents, dont le Secrétariat est assuré par la Commission de la Fédération de Russie sur le contrôle des exportations. Au nombre des fonctions du Conseil intergouvernemental de coordination figurent l'approbation de listes de contrôle unique, l'examen des cas de violation des restrictions en matière de contrôle des exportations, la formulation de recommandations sur l'introduction et la levée de sanctions et toutes autres questions relatives au contrôle des exportations.

### **Article 13**

Dans le but de développer les échanges entre elles, les parties contractantes s'entraident dans le cadre de salons et d'expositions organisés dans l'un ou l'autre pays.

### **Article 14**

Les dispositions du présent accord remplacent les dispositions des accords bilatéraux conclus antérieurement entre les parties contractantes dans la mesure où celles-ci sont soit incompatibles avec les dispositions du présent accord, soit identiques à celles-ci. Les parties contractantes chargent leurs autorités compétentes d'établir et de signer un protocole réglant cette question.

### **Article 15**

Le présent accord ne modifie en rien la validité d'autres accords conclus antérieurement par les parties contractantes avec des États tiers.

### **Article 16**

Rien dans le présent accord n'empêche l'une ou l'autre des parties contractantes d'établir des relations avec des pays tiers ou des associations dans ces pays et avec des organisations internationales, sous réserve que ces relations ou engagements ne soient pas contraires aux dispositions ou objectifs du présent accord.

### **Article 17**

Tout différend entre les parties contractantes portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord est réglé par voie de négociation.

### **Article 18**

Pour concrétiser les objectifs du présent accord et formuler des recommandations visant à améliorer la coopération économique commerciale entre les États, les parties contractantes conviennent d'établir une Commission mixte russo-kirghize.

### **Article 19**

Les parties contractantes conviennent que la République kirghize peut établir un bureau de représentation commerciale en Fédération de Russie et que celle-ci peut établir un bureau de représentation commerciale en République kirghize. Le statut juridique de ces bureaux, ainsi que leurs fonctions et leur lieu d'implantation font l'objet d'un accord distinct.

### **Article 20**

Tout État peut, sous réserve de l'approbation des parties contractantes, adhérer au présent accord selon les modalités convenues entre l'État adhérent et les parties contractantes.

### **Article 21**

Le Protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange que les Parties doivent signer dans un délai de un mois à compter de la date de signature du présent accord forme partie intégrante de celui-ci.

### **Article 22**

Le présent accord peut être modifié et complété par consentement mutuel des parties contractantes. Toute modification ou tout complément doit se faire par écrit.

### **Article 23**

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de l'échange des notifications sur l'accomplissement par les parties contractantes de toutes les procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.

L'Accord deviendra caduc à expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de la notification écrite de l'une des parties contractantes dénonçant le présent accord.

Fait dans la ville de Bishkek le 8 octobre 1992, en deux versions originales, chacune étant en kirghize et en russe. Tous les textes font également foi.

Pour le Conseil des ministres de la République kirghize

Pour le gouvernement de la Fédération de Russie

## **ANNEXE**

### Protocole relatif aux exceptions au régime de libre-échange dans le cadre de l'Accord de libre-échange conclu entre le Conseil des ministres de la République kirghize et le Gouvernement de la Fédération de Russie, en date du 8 octobre 1992

Le Conseil des ministres de la République kirghize et le gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés les parties, conviennent de ce qui suit:

#### **Article premier**

Les exceptions prévues par l'article premier de l'Accord de libre-échange conclu entre le gouvernement de la République kirghize et le gouvernement de la Fédération de Russie, en date du 8 octobre 1992 (ci-après dénommé Accord de libre-échange) s'appliquent:

- aux marchandises soumises aux textes de la République kirghize relatifs aux droits de douane sur les exportations et aux textes régissant les licences d'exportation de marchandises (travaux, services) en vigueur au moment du dédouanement desdites marchandises dans le cadre de leur exportation/importation de la République kirghize vers la Fédération de Russie ou inversement (au moment de la signature du présent Protocole, les textes ci-après sont en vigueur: Décret présidentiel de la République kirghize relatif à quelques mesures visant la protection et le développement de l'entreprise privée, en date du 25 mars 1994, et Résolution n° 613 du Conseil des ministres de la République kirghize, intitulée "Tarif douanier provisoire de la République kirghize", en date du 30 décembre 1993);
- aux marchandises soumises aux textes de la Fédération de Russie relatifs aux droits de douane sur les exportations et aux textes régissant les licences et les contingents d'exportation de marchandises (travaux, services) en vigueur au moment du dédouanement desdites marchandises dans le cadre de leur exportation/importation de la Fédération de Russie vers la République kirghize ou inversement (au moment de la signature du présent Protocole, les textes ci-après sont en vigueur: Résolution n° 1103 du Conseil des ministres du gouvernement de la Fédération de Russie relative à l'approbation du taux des droits de douane sur les exportations et à la nomenclature des marchandises auxquelles ces taux s'appliquent, en date du 30 octobre 1993, Résolution n° 854 du gouvernement de la Fédération de Russie relative aux licences et aux contingents d'exportation et d'importation de marchandises (travaux, services) sur le territoire de la Fédération de Russie en date du 6 novembre 1992, Résolution n° 1102 du Conseil des ministres du gouvernement de la Fédération de Russie relative aux mesures de libéralisation de l'activité économique extérieure et les modifications apportées à ce texte).

Les parties contractantes s'informent immédiatement l'une l'autre de toute modification apportée à la législation interne relative aux questions susmentionnées.

#### **Article 2**

En ce qui concerne les marchandises exportées auxquelles s'appliquent des droits de douane et des restrictions non tarifaires, conformément à l'article premier du présent Protocole, les parties contractantes s'accordent l'une à l'autre le traitement NPF s'agissant des éléments suivants:

- droits de douane et prélèvements sur les exportations de marchandises, y compris les modalités de perception de ces droits et prélèvements ;
- procédures et règles régissant l'exportation (l'importation) de marchandises, y compris celles ayant trait au dédouanement, au transit, à l'entreposage et au transbordement;
- taxes et autres prélèvements internes, directs ou indirects, frappant les marchandises exportées (importées);
- règles ayant trait à la vente, à l'achat, au transport, à la distribution et à l'utilisation de marchandises sur le marché national;
- modalités de paiement.

### **Article 3**

Les dispositions de l'article 2 du présent Protocole ne s'appliquent pas aux avantages et privilèges accordés par chacune des parties contractantes:

- aux pays tiers dans le cadre de la création d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange, ou résultant de la création d'une telle union ou zone;
- aux pays en développement en application d'accords internationaux;

### **Article 4**

Les parties n'imposent pas de droits à l'exportation sur les marchandises livrées pour répondre aux besoins nationaux, sur une base convenue de part et d'autre, conformément à l'Accord gouvernemental sur la coopération économique commerciale conclu en 1994.

### **Article 5**

Le présent Protocole fait partie intégrante de l'Accord de libre-échange.

Le Protocole relatif aux exceptions au régime de libre-échange conclu entre la République kirghize et la Fédération de Russie, en date du 26 décembre 1992, devient caduc le jour où le présent Protocole entre en vigueur.

### **Article 6**

Le présent Protocole entre en vigueur à la date de sa signature et reste en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau protocole, tel que prévu à l'article premier de l'Accord de libre-échange, soit signé.

Fait dans la ville de Moscou, le 12 juillet 1994, en deux versions originales, chacune étant en kirghize et en russe. Tous les textes font également foi.

Pour le gouvernement de la République kirghize

Pour le gouvernement de la Fédération de Russie

---